



**PRÉFET  
DE LA VIENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne  
20, rue de la Providence  
86000 Poitiers

Poitiers, le 25 mars 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23 mars 2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **COLAS FRANCE**

1 rue du colonel Pierre AVIA  
75015 Paris

site de Mouterre-sur-Bourde

Référence : 2026 464 UbD16-86 ENV86

Code AIOT : 0007203117

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23 mars 2026 dans l'établissement ETABLISSEMENT INDUSTRIEL DE MOUTERRE SUR BLOURDE (COLAS) implanté Lieu-dit "La Roderie" 86430 Mouterre-sur-Bourde. L'inspection a été annoncée le 10 mars 2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ETABLISSEMENT INDUSTRIEL DE MOUTERRE SUR BLOURDE
- Lieu-dit "La Roderie" 86430 Mouterre-sur-Bourde
- Code AIOT : 0007203117
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Colas France, dont le siège se situe 1 rue de Colonel Avia à Paris, exploite une centrale fixe d'enrobage à chaud à Mouterre-sur-Bourde. Les installations, autorisées en 1982, sont situées dans le périmètre de la carrière Iribarren, au nord de la commune.

Le site emploie 2 salariés qui sont détachés de Colas Châtelleraut. L'effectif peut monter à 4 personnes (renfort en conducteurs d'engins). L'activité a une forte saisonnalité : il existe 2 pics d'activité en été, sur juin-juillet, et en fin d'année. Le pic de fin d'année s'explique par les dépenses

de reliquats de budgets des collectivités territoriales en fin d'année.

Le stockage de granulats est effectué chez Iribarren (les matériaux leur appartiennent) ; Iribarren peut d'ailleurs être amené à vendre une prestation d'enrobé pour Colas. Les débouchés commerciaux sont principalement sur l'ancienne région Poitou-Charentes et sur quelques départements voisins. La clientèle se compose principalement de collectivités.

Le processus de fabrication pour l'enrobé bitumineux est le suivant :

- prédosage des granulats à froid. Les formulations sont généralement réalisées au sein de la Colas ;
- pesage des granulats froids et des fines ;
- dosage du bitume ;
- séchage et malaxage dans tambour sècheur enrobeur ;
- stockage des enrobés chauds en trémies calorifugées ;
- filtration des gaz par filtre à manches.

Le site stocke deux type de bitume, selon les « recettes » commandées. Le stockage du produit fini ne peut excéder 24 h. L'exploitant estime la rotation maximale à environ 1 300 t/j, soit une quarantaine de camions, la production réelle s'élève à environ à 100 000 t par an.

Les zones de production suivantes sont présentes sur le site :

- prédoseurs d'alimentation des granulats ;
- cuves de stockage du bitume ;
- station de GNL équipée d'une cuve de 80 m<sup>3</sup> (31 tonnes)
- séchage et enrobage des granulats ;
- filtration des gaz de combustion ;
- stockage des enrobés à chaud, suivi en température.

Par ailleurs, il convient de noter que depuis 2010, le bitume peut être raboté des routes en vue de recyclage : ces agrégats d'enrobés peuvent remplacer jusqu'à 35 % de la composition d'un enrobé.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Démantèlement cuve fioul lourd	AP Complémentaire du 09/03/2023, article 1.2.4	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
3	Surveillance des rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 09/03/2023, article 3.2.5	Demande d'action corrective	4 mois
4	Consommation en eau	AP Complémentaire du 09/03/2023, article 4.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
5	Protection des réseaux d'eau potable	AP Complémentaire du 09/03/2023, article 4.2.2	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
8	Autosurveillance des rejets aqueux	AP Complémentaire du 09/03/2023, article 4.6.1	Demande d'action corrective	15 jours
9	Moyens incendie	AP Complémentaire du 09/03/2023, article 1.2.3	Demande d'action corrective	1 mois
10	Confinement des eaux d'extinction	AP Complémentaire du 09/03/2023, article 1.2.3	Demande d'action corrective	1 mois
11	Installations électriques	AP Complémentaire du 09/03/2023, article 7.4.2	Demande d'action corrective	1 mois
12	Stockage de gaz /	AP Complémentaire du	Mise en demeure, respect	4 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	vanne de coupure	09/03/2023, article 7.7.2	de prescription	
13	Stockage de gaz / moyens de secours	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article ANN I / 4.2 C	Demande d'action corrective	15 jours
14	Conformité aux dossiers (EDD)	AP Complémentaire du 09/03/2023, article 1.2.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 09/03/2023, article 3.2.4
6	Traitement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées	AP Complémentaire du 09/03/2023, article 4.4.4
7	Caractéristiques des effluents aqueux	AP Complémentaire du 09/03/2023, article 4.5.1

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées propose un arrêté mettant en demeure l'exploitant :

- de réaliser un diagnostic environnemental suite au démantèlement d'une cuve de fioul lourd ;
- d'équiper son réseau de distribution d'eau d'un disconnecteur ;
- d'implanter un détecteur de gaz et d'une vanne asservie, en amont du tambour sécheur-enrobeur.

En outre, des actions correctives sont demandées :

- enregistrement du paramètre poussières pour le rejet atmosphérique ;
- respect de la périodicité de contrôle des rejets aqueux ;
- sollicitation du SDIS pour le référencement de la citerne souple et du branchement à la rivière ;
- ajout d'une signalétique à proximité de la vanne de rétention ;
- création d'un registre de suivi des travaux électriques ;
- ajout de deux extincteurs au droit du stockage GNL.

Des justificatifs doivent être transmis :

- consommations d'eau du site et du process « moussage » ;
- présence de deux clapets anti-retour et d'une vanne d'isolement asservie à une détection gaz au droit du stockage GNL ;
- présence des dispositifs de sécurité au niveau du tambour sécheur-enrobeur.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Démantèlement cuve fioul lourd**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/03/2023, article 1.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Cessation
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>Dans le cadre de la suppression de la cuve de fioul lourd, l'exploitant justifie sous 3 mois l'absence d'impact sur l'environnement de ce stockage.</i>
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose de 2 bordereaux de suivi des déchets (BSD), datés du 23 janvier 2023, relatifs au traitement des déchets d'hydrocarbures ainsi que d'une attestation, datée du 25 janvier 2023, établie par Métal Fer pour la prise en charge de la cuve.  En revanche, il admet ne pas avoir procédé à un diagnostic environnemental.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection des installations classées (IIC) propose une mise en demeure afin que l'exploitant - réalise un diagnostic environnemental (du milieu sols et le cas échéant du milieu eaux souterraines), afin d'apprécier l'extension latérale et en profondeur des impacts en hydrocarbures et hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), conformément à la méthodologie nationale des sites et sols pollués de 2017 - produise, le cas échéant, un plan de gestion des impacts.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

**N° 2 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/03/2023, article 3.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b>

Débit des installations	50 200 Nm³/h
1° Poussières totales	50 mg/m³
2° Monoxyde de carbone (CO)	500 mg/m³
3° Oxyde de soufre (SO₂)	300 mg/m³
4° Oxyde d'azote (NOx)	350 mg/m³
5° Composés organiques volatils	110 mg/m³ (exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés)
6° Métaux et composés de métaux (gazeux et particulaires) :	
a) Rejets de cadmium, mercure et thallium, et de leurs composés :	0,05 mg/m³ par métal 0,1 mg/m³ pour la somme des métaux (exprimés en Cd + Hg + Tl)
b) Rejets d'arsenic, sélénium et tellure, et de leurs composés :	1 mg/m³ (exprimée en As + Se + Te)
c) Rejets de plomb et de ses composés :	1 mg/m³ (exprimée en Pb)
d) Rejets d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc, et de leurs composés :	5 mg/m³ (exprimée en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn)
7° Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques benzo (a) pyrène ; naphtalène	0,2 mg/Nm³ (la valeur se rapporte à la somme massique des 2 substances)

**Constats :**

Le dernier rapport de contrôle des rejets atmosphériques a été établi par l'APAVE le 27 juin 2025. Les rejets sont conformes aux attendus.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Surveillance des rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/03/2023, article 3.2.5	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques	
<b>Prescription contrôlée :</b>	
1° Poussières totales (flux horaire inférieur ou égal à 2,51 kg/h)	évaluation en permanence de la teneur en poussières des rejets à l'aide par exemple d'un opacimètre  mesure annuelle
2° Monoxyde de carbone (CO) (flux horaire inférieur ou égal à 25,1 kg/h)	
3° Oxyde de soufre (SO <sub>2</sub> ) (flux horaire inférieur ou égal à 15,06 kg/h)	
4° Oxyde d'azote (NO <sub>x</sub> ) (flux horaire inférieur ou égal à 17,57 kg/h)	
5° Composés organiques volatils	
6° Métaux, métalloïdes et composés divers (particulaires et gazeux)	
7° Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques	
benzo (a) pyrène ; naphtalène (flux horaire (de la somme massique des 2 substances) inférieur à 0,01 kg/h)	

*Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques montrant l'absence d'émission de ces produits par l'installation.*

<p><b>Constats :</b></p> <p>La dernière campagne d'analyse a été réalisée en juin 2025 (cf point de contrôle précédent).</p> <p>Concernant le paramètre poussières, l'exploitant dispose d'une sonde (opacimètre) mesurant en continu la teneur en poussières, lorsque la centrale est en fonctionnement. L'IIC a visualisé sur l'écran du poste de pilotage cette teneur évoluant en temps réel.</p> <p>Cependant, ce paramètre n'est pas enregistré et aucun dispositif d'alerte n'est prévu en cas de dépassement de la concentration réglementaire.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit faire évoluer le poste de pilotage de la centrale afin que soit enregistrée l'évolution de la teneur en poussières et signalé un dépassement du seuil réglementaire.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 4 mois</p>

#### N° 4 : Consommation en eau

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/03/2023, article 4.2.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Protection des ressources en eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>Le site est alimenté en eau à partir du réseau public pour les besoins sanitaires du personnel et le système de fabrication des enrobés tièdes. La consommation annuelle des eaux à usage industriel n'excède pas 150 m³/an.</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant rappelle que la fabrication de l'enrobé ne nécessite pas d'eau, hormis pour obtenir un effet de moussage dans le cadre de la production d'enrobés tièdes. Il dispose d'un compteur dédié pour cette production mais n'a pas pu, le jour de l'inspection, présenter de registre.</p> <p>L'exploitant estime cependant la consommation d'eau très faible, de l'ordre de 1 m³ par mois.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un extrait du registre "eau de moussage" ;</li> <li>- les deux dernières factures de consommation d'eau du site.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>

**N° 5 : Protection des réseaux d'eau potable**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/03/2023, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Protection des ressources en eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>Les ouvrages de distribution d'eau depuis le réseau public sont équipés de dispositif de mesure totalisateurs et d'un dispositif de disconnexion, ou de tout autre dispositif équivalent, afin d'empêcher tout phénomène de retour de substances dans le réseau d'adduction.</i>
<b>Constats :</b> L'exploitant ne peut justifier la présence d'un dispositif de disconnexion.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'IIC propose une mise en demeure afin qu'un disconnecteur soit installé, dans un délai de deux mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 6 : Traitement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/03/2023, article 4.4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Protection des milieux
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées du fait des activités menées par l'établissement, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage (or zone de transit de matériaux inertes) et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence (dispositif séparateur hydrocarbures).</i>  <i>Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée. Le dispositif séparateur d'hydrocarbures est notamment vidangé lorsque le volume de boue atteint les deux tiers de leur capacité, et, en tout état de cause, au moins une fois par an. Une alarme signale le niveau d'hydrocarbure maximal atteint pour l'équipement.</i>
<b>Constats :</b> Le dernier BSD relatif au nettoyage du séparateur date du 7 avril 2025 (prestataire : Sarp Sud Ouest).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Le prochain nettoyage devra être effectué à court terme afin que soit respectée la périodicité maximale d'un an.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



## N° 7 : Caractéristiques des effluents aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/03/2023, article 4.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Protection des milieux
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>Les effluents rejetés doivent être exempts :</i> <ul style="list-style-type: none"><li>• de matières flottantes ;</li><li>• de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;</li><li>• de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.</li></ul> <i>Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :</i> <ul style="list-style-type: none"><li>• pH compris entre 5,5 et 8,5 ;</li><li>• température inférieure à 30 °C ;</li><li>• la couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur ;</li><li>• l'effluent ne dégage aucune odeur ;</li><li>• teneur en matières en suspension inférieure à 100 mg/l ;</li><li>• teneur en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l ;</li><li>• teneur chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 300 mg/l ;</li><li>• teneur biochimique en oxygène sur effluent non décanté (DBO5) inférieure à 100 mg/l.</li></ul>
<b>Constats :</b> Sur sollicitation de l'IIC, l'exploitant présente les deux derniers rapports d'analyse, datés du 18 août 2025 et 12 décembre 2025. Les attendus sont respectés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 8 : Autosurveillance des rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/03/2023, article 4.6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Protection des milieux
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>Une mesure de la qualité des eaux en sortie du dispositif séparateur hydrocarbures est effectuée à une fréquence trimestrielle.</i>
<b>Constats :</b> La périodicité trimestrielle n'est pas parfaitement respectée (dernières analyses réalisées en août 2025 puis décembre 2025, le premier prélèvement pour l'année 2026 restant à effectuer).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant veillera à respecter la périodicité prescrite. L'IIC établira le cadre GIDAF correspondant.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 9 : Moyens incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/03/2023, article 1.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement comporte : [...] une réserve incendie de 120 m <sup>3</sup>  <u>art. 7.7.3</u> Un branchement au niveau de la Blourde, utilisé en cas de secours. Ce branchement fait l'objet d'une convention permettant son utilisation avec la société Iribarren ;
<b>Constats :</b> L'IIC a pu constater la présence d'une citerne souple de 120 m <sup>3</sup> ainsi que d'une canalisation au niveau de la Blourde, faisant l'objet d'une convention d'accès datée du 2 juin 2023. La citerne n'est cependant pas référencée sur la carte « Points d'eau DECI - SDIS 86 » de la plateforme d'échange de données en Nouvelle-Aquitaine (PIGMA). En outre, le branchement à la rivière n'apparaît pas normalisé.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant contactera le SDIS afin : <ul style="list-style-type: none"><li>- de faire recenser la citerne souple ;</li><li>- de s'assurer que le branchement à la rivière est exploitable.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 10 : Confinement des eaux d'extinction**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/03/2023, article 1.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>L'établissement comporte : [...] un bassin de confinement des eaux d'extinction de 228 m<sup>3</sup>.</i>
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, la rétention est vide. Le bassin est équipé d'une pompe, actionnée après les épisodes pluvieux afin de conserver la capacité de rétention. Lors d'un incendie, une vanne doit être actionnée pour diriger les eaux vers ce bassin. Cependant, aucune consigne explicite ne permet de décrire la manœuvre nécessaire à la mise en rétention.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant apposera une signalétique à proximité de la vanne.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 11 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/03/2023, article 7.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des accidents
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</i>
<b>Constats :</b>  Le dernier rapport produit par l'APAVE, daté du 15 juillet 2025, liste deux non-conformités, non récurrentes. L'exploitant précise que ces écarts ont été levés en présentant une note décrivant les travaux effectués.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit établir un registre permettant de lister de façon chronologique les actions correctives réalisées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 12 : Stockage de gaz / vanne de coupure

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/03/2023, article 7.7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des accidents
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>En complément des dispositifs de détection gaz prévues par l'arrêté ministériel du 23 août 2005, une vanne de coupure asservie aux détections de gaz est installée en amont du tambour. Les installations sont dotées de plusieurs arrêts d'urgence « coup de poings », disposés notamment sur l'armoire électrique de la station GNL, au niveau de la zone de dépotage et à hauteur du tambour.</i>  <u>ANN I / C du point 2.12 de l'arrêté ministériel du 23 août 2005</u> <i>La tuyauterie de remplissage et la soupape sont en communication avec la phase gazeuse du réservoir. Pour le GNL, la tuyauterie de remplissage peut également être en contact avec la phase liquide. Dans ce cas, la tuyauterie est équipée de deux clapets anti-retour, et l'installation est munie d'un bouton d'arrêt d'urgence déclenchant une vanne d'isolement du stockage. Cette vanne d'isolement est également asservie à une détection gaz judicieusement disposée.</i>
<b>Constats :</b>  La présence des arrêts d'urgence "coup de poing" a été constatée. Aucune vanne de coupure asservie à une détection gaz n'est en revanche implantée en amont du tambour.

Au droit du stockage GNL, l'IIC n'a pas été en mesure d'identifier de façon certaine, parmi les équipements et dispositifs implantés, les deux clapets anti-retour ainsi que la détection gaz à laquelle doit être asservie une vanne d'isolement.
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'IIC propose de mettre en demeure l'exploitant afin que soit implantée en amont du tambour une vanne de coupure asservie à une détection gaz.</p> <p><b>En outre</b>, l'exploitant doit justifier (<b>délai : 1 mois</b>) que le stockage de GNL est doté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de deux clapets anti-retour ;</li> <li>- d'une vanne d'isolement asservie à une détection gaz.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

#### N° 13 : Stockage de gaz / moyens de secours

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article ANN I / 4.2 C
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des accidents
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>Les moyens de secours sont au minimum constitués de :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- deux extincteurs à poudre « ABC d'une capacité minimale de 9 kg et, pour les installations stockant plus de 35 tonnes en réservoirs aériens, d'un extincteur à poudre ABC sur roues d'une capacité de 50 kg » ;</li> <li>- d'un poste d'eau (bouches, poteaux...), public ou privé, implanté à moins de 200 mètres du stockage, ou de points d'eau (bassins, citernes, etc.), et d'une capacité en rapport avec le risque à défendre. « Cette capacité est appréciée pour l'ensemble du site, et les capacités extérieures peuvent être prises en compte dans la limite de la distance de 200 mètres fixée ci-avant ; » « pour les installations déclarées après le 1er janvier 2018, cette capacité est d'au minimum de 60 mètres cubes par heure pendant deux heures.</li> </ul> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>(A)</b> pour les réservoirs de capacité déclarée supérieure à 15 tonnes, d'un système fixe d'arrosage raccordé;</li> </ul> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>(B)</b> pour les réservoirs aériens de GNL de capacité déclarée <u>supérieure à 35 tonnes</u>, d'une détection gaz, d'une détection incendie et d'un système fixe d'arrosage du réservoir avec un débit minimum de 6 L/m<sup>2</sup>/min permettant l'obtention d'un film d'eau homogène sur l'intégralité de la surface du réservoir. Ce système fixe d'arrosage est asservi à la détection incendie.</li> </ul> <p><i>Les quatre alinéas précédents (soit dans le présent point de contrôle les alinéas A et B) ne s'appliquent pas aux réservoirs de GNL à double paroi isolée par la perlite et le vide lorsque l'épaisseur de perlite est supérieure ou égale à 20 cm. Les réservoirs de ce type de capacité supérieure à 35 tonnes sont équipés d'une détection gaz et d'une détection incendie. »</i></p>

**Constats :**

Le stockage ne dispose pas de deux extincteurs à poudre « ABC d'une capacité minimale de 9 kg ni d'un système fixe d'arrosage.

L'exploitant indique cependant que le réservoir est à double paroi et sous vide.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit disposer deux extincteurs à proximité immédiate du stockage.

En outre, l'exploitant transmettra les caractéristiques techniques du réservoir justifiant l'absence de système d'arrosage fixe.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 jours

**N° 14 : Conformité aux dossiers (étude de dangers - EDD)**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 09/03/2023, article 1.2.5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Maîtrise des risques

**Prescription contrôlée :**

*Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.*

Selon le Porter-à-connaissance (PAC) daté du juillet 2022 :

distribution GNL

Le **réseau de gaz naturel sera enterré depuis la station GNL jusqu'à l'équipement** utilisateur. Cette conception permettra de supprimer tout risque d'inflammation ou d'explosion au niveau du réseau.

tambour sécheur-enrobeur (TSE)

Le risque majeur pour le brûleur sera l'explosion. Ce phénomène s'explique par la formation d'une poche de gaz (mélange air/gaz explosible) à l'intérieur de la chambre de combustion, à l'inflammation de celle-ci et à l'explosion interne de l'installation.

L'accumulation de gaz peut être due : à la perte de la flamme (débit d'oxygène ou de gaz bas ou nul), à l'accumulation de gaz consécutive à une vanne fuyarde dans le cas d'une installation à l'arrêt. Ainsi, le démarrage de l'installation peut apporter une source d'ignition engendrant l'explosion de la chambre de combustion.

Divers éléments de sécurité seront présents, on peut notamment citer :

- balayage d'air,
- contrôle de la pression,
- allumage de la flamme pilote,

<ul style="list-style-type: none"> <li>• contrôle de la présence de la flamme par cellule ultraviolet en permanence,</li> <li>• allumage de la flamme principale.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le réseau de gaz est enterré entre le stockage et le tambour.</p> <p>L'exploitant confirme que les éléments de sécurité au niveau du TSE listés supra sont bien présents mais la mise en route de la centrale n'a pas permis à l'IIC de constater la mise en œuvre effective de ces mesures de maîtrise des risques.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra les éléments (notice technique du constructeur, attestation d'un organisme compétent....) justifiant que le tambour dispose bien des éléments de sécurité listés dans l'EDD.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>